



56134

Distr.
LIMITEE

ECA/LUSAKA MULPOC/IDDA/INR/WP/1
10 octobre 1983

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE (CEA)

ORGANISATION DE
L'UNITE AFRICAINE (OUA)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT INDUS-
TRIEL (ONUDI)

Troisième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts en industries chimiques pour l'Afrique
de l'Est et l'Afrique australe

Addis-Abeba, du 17 au 21 octobre 1983

Deuxième réunion du Comité intergouvernemental
du développement de l'acier en Afrique de l'Est
et en Afrique australe
et

Deuxième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts en industries mécaniques

Addis-Abeba, du 24 au 28 octobre 1983

56016

PROGRAMME INITIAL INTEGRE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
POUR L'AFRIQUE DE L'EST ET L'AFRIQUE
AUSTRALE

Table des matières

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	1
I. DOMAINES OFFRANT DES POSSIBILITES AUX INDUSTRIES MULTINATIONALES	1
A. LE PLAN D'ACTION DE LAGOS ET LES PRIORITES INDUSTRIELLES DE LA DECEENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE	1
a) Objectif à court terme jusqu'en 1985	1
b) Objectif à moyen terme jusqu'en 1990	2
c) Objectif à long terme jusqu'en l'an 2000	2
B. NECESSITE DE CHOISIR DES SECTEURS INDUSTRIELS TRANSFOR- MANT UN NOMBRE LIMITE DE PRODUITS ET DE GROUPES DE PRODUITS EN VUE D'UNE CONCENTRATION DES EFFORTS ET DES SERVICES	3
a) Industries motrices	3
i) Notion d'industries motrices	3
ii) Industries motrices mécaniques nationales et industries motrices nationales basées sur les ressources	4
iii) Industries motrices mécaniques sous-régionales et industries motrices sous-régionales basées sur les ressources	4
iv) Mettre l'accent dsur les industries motrices four- nissant des facteurs de production aux secteurs de l'agriculture et des transports.	5
C. LES MODALITES DE LA DEFINITION ET DU CHOIX DES PROJETS	5
a) Par les gouvernements	5
b) Par les organisations intergouvernementales	5
c) Le choix d'un nombre minimum de projets en tenant compte des ressources et des compétences	6
D. ETABLISSEMENT DE LIENS ENTRE LES PROJETS MULTINATIONAUX CHOISIS AUX NIVEAUX NATIONAL ET SOUS-REGIONAL	6

Table des matières (suite)

	<u>Pages</u>
II. PROGRAMME INTEGRE D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS	7
A. SELECTION DES PROJETS MULTINATIONAUX EN VUE D'UNE INTEGRATION	7
a) Critères d'identification des projets	7
b) Critères du choix des projets multinationaux	8
c) Avantages comparatifs potentiels	8
B. FICHES DE PROJETS	9
a) Industries métallurgiques	9
i) Développement de l'industrie sidérurgique en Afrique de l'Est et en Afrique australe	9
ii) Usine à réduction directe en Angola	11
iii) Usine à réduction directe au Mozambique	11
iv) Cuivrerie pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe	11
b) Industries mécaniques	12
i) Véhicules ruraux polyvalents de série à faible coût	12
ii) Production de moteurs diesel pour tracteurs, camions et autobus	12
iii) Construction de chassis pour camions et autobus	12
iv) Production de matériel et de machines agricoles	12
v) Construction de matériel de production, de transport et de distribution d'énergie	13
c) Industries chimiques	13
i) Gisement de potasse en Ethiopie	13
ii) Projet multinational de production d'ammoniac et d'urée en Tanzanie	14
iii) Usine de phosphate en Ouganda	14
iv) Usine d'engrais phosphatés au Zimbabwe	14
v) Usine de phosphate en Tanzanie	15
d) Industries agro-alimentaires	15
i) Centre sous-régional de recherche, de développement et de formation en matière de céréales, de racines alimentaires et de technologie de transformation alimentaire	15

Table des matières (suite)

	<u>Pages</u>
C. AUTRES PROJETS MULTINATIONAUX IDENTIFIES POUR RENFORCER L'INTEGRATION	16
a) Infrastructure	16
b) Autres projets multinationaux	16
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ACTIVITES A MENER DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU PROGRAMME	17
A. PAR LES GOUVERNEMENTS	17
a) Acceptation du programme et accords sur les modalités de son exécution	17
b) Organisation de réunions consultatives techniques . . .	17
c) Etudes et activités de pré-investissement avec la participation d'éventuels collaborateurs (nationaux et étrangers)	18
d) Création d'entreprises sous-régionales ou multinationales dans le cadre des projets ou groupes de projets dont les études de faisabilité révèlent la viabilité .	19
e) Mise en oeuvre des projets viables par les entreprises multinationales	20
f) Suivi périodique du programme	20
B. PAR LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (CEA, OUA, ONUDI) . .	21
a) Aide aux Etats membres pour leur permettre d'assurer le minimum de moyens et de capacités nécessaire à l'exécution du programme d'investissement	21
b) Collaboration avec les autres organismes de l'ONU pour aider à l'exécution des programmes d'investissement . .	21

INTRODUCTION

1. Le protocole sur la coopération industrielle, établi aux termes de l'Article 11 du Traité pour la création d'une Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ZEP), recommande de promouvoir, à travers la coopération, les grandes industries de biens d'équipement et de biens intermédiaires, l'agro-alimentaire ainsi que les autres industries de biens de consommation, permettant ainsi de bâtir des économies d'échelle, de réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger en ce qui concerne les produits manufacturés et de parvenir à une plus grande complémentarité des économies des Etats membres. En outre, ledit protocole a de nouveau recommandé l'élaboration progressive de méthodes de coopération telles que la création d'entreprises multinationales, d'organismes communs de soutien à l'industrie et d'autres organes infrastructurels, la promotion et le développement concertés de la recherche industrielle, des compétences et des technologies nouvelles. 1/

CHAPITRE I

DOMAINES OFFRANT DES POSSIBILITES AUX INDUSTRIES MULTINATIONALES

A. LE PLAN D'ACTION DE LAGOS ET LES PRIORITES INDUSTRIELLES DE LA DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE 2/

2. Le Programme de la décennie du développement industriel a défini les principaux sous-secteurs et domaines industriels prioritaires qui sont susceptibles de constituer une base solide à l'industrialisation collective. Il est par conséquent important de créer dans les sous-régions africaines en général et en Afrique de l'Est et en Afrique australe en particulier, les industries de base qui peuvent être développées à court et à long terme.

a) Objectif à court terme jusqu'en 1985

3. En identifiant les activités industrielles prioritaires, en particulier les industries de base, les Etats membres de la sous-région devraient promouvoir un développement progressif, à court terme, de ces industries, qui sont essentielles à l'autosuffisance du fait qu'elles fournissent les facteurs de production nécessaires aux autres secteurs.

1/ Traité pour la création d'une Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, Article 24, Protocole sur la coopération en matière de développement industriel.

2/ OUA: Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique (1980-2000).

4. Pour faciliter le développement des industries de base, les Etats membres de la sous-région devraient entreprendre des études et mettre au point les modalités de la création de ces industries. Les secteurs industriels qui ont été identifiés sont l'agro-alimentaire, le transport et les communications, le bâtiment et la construction, la mécanique, la métallurgie, la chimie, le bois et l'énergie.

5. D'ici à 1985, les Etats africains en général et la sous-région en particulier feraient preuve d'un désir de coopérer en mettant en oeuvre des projets multinationaux intégrés d'industrie motrice dans les sous-secteurs prioritaires et en élaborant des programmes intégrés détaillés d'exécution desdits projets au cours de la seconde phase de la Décennie.

b) Objectif à moyen terme jusqu'en 1990

6. L'action à moyen terme du Plan d'action de Lagos et la seconde phase de la Décennie devraient être consacrées à la réalisation des projets industriels multinationaux de la sous-région. Cette phase d'exécution devrait avoir pour objectifs de jeter les bases solides d'une industrialisation autonome, de mettre en valeur les ressources humaines, de produire en quantité suffisante des facteurs de production agricoles tels que les engrais, les pesticides et les machines et outils agricoles, ainsi que des matériaux de construction, et, enfin, de développer les industries de biens d'équipement et de biens intermédiaires, en particulier ceux qui sont destinés aux autres secteurs.

7. Au cours de cette période, la sous-région devrait être en mesure d'effectuer sur place la transformation et l'amélioration d'une part croissante de ses matières premières, de satisfaire les besoins énergétiques de son industrie grâce à la mise en valeur des différentes formes d'énergie existantes et de satisfaire les besoins en matières de transport et de communications.

c) Objectif à long terme jusqu'en l'an 2000

8. Dans l'application de la stratégie de développement à long terme de la sous-région, l'accent devrait être mis sur la nécessité d'établir des liens entre l'industrie et les autres secteurs ainsi qu'entre les différents sous-secteurs industriels, et ce, afin de promouvoir leur interdépendance et de réaliser une industrialisation harmonieuse, permettant ainsi un développement économique global et équilibré. Du moment qu'il est quasiment impossible à un pays seul ou à un groupe de pays de la sous-région de produire la totalité des biens d'équipement, des biens intermédiaires et des biens de consommation nécessaires à l'économie - surtout au cours de la période de temps relativement courte d'ici à l'an 2000 - il faudra qu'un pays ou un groupe de pays dont les ressources sont complémentaires définisse les industries motrices basées sur les ressources qui offriraient de réels avantages comparatifs. Ces industries pourraient également servir de base industrielle ou avoir des liens véritables avec les autres secteurs, dans le cadre d'activités économiques qui pourraient contribuer de façon considérable à réduire la forte dépendance de la sous-région vis-à-vis de facteurs de production importés. Elles devraient en outre permettre de rentrées de devises qui seront ensuite consacrées à la mise en valeur des autres secteurs de l'économie.

9. En élaborant leur programme d'industries motrices d'ici à l'an 2000, les Etats membres devraient savoir que tout sous-secteur industriel a un nombre défini d'industries motrices, selon, bien sûr, l'impact recherché de l'industrie sur l'économie. Parmi les industries motrices basées sur les ressources, on peut citer la production de sucre, de textile, de bois, de fer et d'acier, d'engrais, de produits pharmaceutiques, de produits forestiers, de matériaux de construction, etc. L'accent devrait également être mis sur la nécessité de choisir la technologie appropriée, qui devrait aussi être compatible avec la culture et la dotation en ressources de la sous-région.

B. NECESSITE DE CHOISIR DES SECTEURS INDUSTRIELS TRANSFORMANT UN NOMBRE LIMITE DE PRODUITS ET DE GROUPES DE PRODUITS EN VUE D'UNE CONCENTRATION DES EFFORTS ET DES SERVICES.

10. La réussite de la Décennie dépendra tout d'abord de la justesse de la définition et du choix des industries et des projets moteurs^{2/}. On devra faire en sorte que les secteurs ayant ~~un impact maximum~~ permettant à la sous-région de tirer un net avantage de leurs gammes de production et de contribuer à la croissance des autres secteurs.

a) Industries motrices

i) Notion d'industries motrices

11. La notion d'industries motrices et l'approche d'un développement industriel passant par la création d'industries motrices ont été proposées comme le fondement d'un développement industriel accéléré au cours de cette décennie et de celles à venir. Il y a en gros deux sortes d'industries motrices : a) celles basées sur les ressources et b) celles basées sur la mécanique. Les industries motrices basées sur les ressources sont celles qui dépendent principalement de l'exploitation, de la transformation et de l'utilisation des ressources d'un pays ou d'une sous-région, y compris la fabrication de produits finis. Une fois créées, ces industries ont des effets d'entraînement significatifs - dont elles profitent à leur tour - sur les autres industries et secteurs économiques; elles sont également en mesure de procurer des devises. Les groupes de produits de ces industries offrent de grandes possibilités de développement de branches bien définies de la technologie, permettent de mettre sur pied un sous-système d'unités de production complémentaires et de mettre au point les machines et le matériel nécessaires à la fabrication de ces groupes de produits. Parmi ces industries on peut citer celles qui traitent les produits agricoles, les cultures vivrières et les fibres, la viande et autres ressources animales, les ressources forestières, les minerais ferreux et non ferreux, les matières premières chimiques organiques et inorganiques.

3/ Directives pour le lancement d'actions prioritaires aux niveaux national et sous-régional (1982-1984) en vue de la mise en oeuvre du programme de la Décennie du Développement industriel de l'Afrique - (ECA) PCIA.7/INR/WP/3.

12. Considérant que les industries motrices basées sur la mécanique fournissent des facteurs de production à nombre d'industries motrices basées sur les ressources, le Comité chargé d'étudier les progrès de l'industrialisation en Afrique, lors de sa septième réunion tenue du 16 au 19 mars 1983 à Kigali (Rwanda), a recommandé dans ses conclusions que "les Etats membres concentrent leurs ressources sur les industries motrices basées sur la mécanique et au moins sur une industrie motrice reposant sur les ressources 4/.

ii) Industries motrices mécaniques nationales et industries motrices nationales basées sur les ressources

13. Les industries motrices mécaniques qui fabriquent les biens d'équipement utiles à l'industrie et aux autres secteurs prioritaires (notamment l'agriculture, les transports et les communications, les mines et l'énergie) du point de vue du matériel, des pièces de rechange et de l'entretien, englobent une combinaison quelconque de ces principales infrastructures de soutien : fonderie, forgeage, traitement thermique, atelier de construction de machines et d'outils, atelier de fabrication, métallisation. En fait, les critères des installations fondamentales de soutien vont de la simple fonderie pour la coulée (par exemple, les plaques d'égout) à la combinaison au moins de la fonderie, du forgeage, du traitement thermique et de l'atelier de construction mécanique pour les produits perfectionnés, en particulier les pièces de rechange, les composants et autres produits.

14. Certes le développement de l'industrie mécanique tient à ses propres activités, mais il dépend également en fin de compte des activités des industries des métaux et des industries chimiques, qui reposent sur les ressources, pour la production d'outils, de matériel et de biens d'équipement.

iii) Industries motrices mécaniques sous-régionales et industries motrices sous-régionales basées sur les ressources

15. Aux niveaux multinational et sous-régional, il est possible de mettre en place des unités motrices mécaniques qui fabriquent des pièces et des composants, du matériel et des machines agricoles, du matériel de transport et de communications, et qui dépassent les capacités d'un quelconque pays de la sous-région, autant du point de vue de la complémentarité de ses facteurs de production que de celui de la taille de son marché. Lorsque les installations nationales existantes sont sous-utilisées ou lorsque la capacité à grande échelle est un maximum et excède les moyens et les marchés nationaux, les pays devraient définir les projets d'industries motrices mécaniques, projets à exécuter au niveau multinational ou sous-régional.

4/ Rapport de la septième réunion du Comité chargé d'étudier les projets de l'industrialisation en Afrique, Kigali (Rwanda) 1983.

16. Quant aux industries motrices basées sur les ressources, elles devraient être identifiées et choisies sur la base et selon la disponibilité des ressources naturelles et d'autres matières premières dans un groupe de pays de la sous-région.

- iv) Mettre l'accent sur les industries motrices fournissant des facteurs de production aux secteurs de l'agriculture et des transports

17. Le Plan d'action de Lagos et le Programme de la Décennie recommandent que les industries fournissant des facteurs de production à l'agriculture et aux transports soient identifiées comme les priorités des priorités. Ces industries fournissent des machines et du matériel agricoles, en particulier les outils métalliques, du matériel de transformation et de conservation des denrées alimentaires, du matériel de transport des produits et facteurs de production agricoles, des pièces de rechange et des composants appropriés ainsi que des métaux pour en fabriquer, enfin des engrais, des pesticides et des produits pharmaceutiques.

C. LES MODALITES DE LA DEFINITION ET DU CHOIX DES PROJETS

a) Par les gouvernements

18. Chaque pays devra organiser un séminaire national afin d'évaluer ses ressources naturelles, de passer en revue et d'identifier les projets moteurs nationaux et multinationaux et d'évaluer les capacités et compétences nationales.

19. Ces modalités permettront aux gouvernements de ces pays de définir et de choisir de nouveaux projets et de modifier les projets existants en tenant compte des ressources et de la production intra-sectorielles et inter-sectorielles. Ce faisant, il est recommandé que les termes des contrats des investisseurs étrangers soient révisés, car s'il n'en tenait qu'à ces derniers, ils consacraient peut-être leurs investissements à des projets qui sont incompatibles ou même en désaccord avec la stratégie des projets d'industries motrices. Il faudrait en particulier attirer l'attention sur la nécessité de réviser les termes des contrats concernant la fourniture du matériel, des pièces de rechange, des licences et du savoir-faire technologiques, ce qui facilitera l'implantation des industries motrices.

b) Par les organisations intergouvernementales

20. Le Comité sous-régional envisagé pour l'exécution du Programme de la Décennie devrait organiser des séminaires sous-régionaux afin de mettre en oeuvre l'intégration des projets multinationaux élaborés, définis et choisis au cours des séminaires nationaux et ceux préparés par les organisations intergouvernementales sous-régionales dont le MULPOC de Lusaka.

- c) Le choix d'un nombre minimum de projets en tenant compte des ressources et des compétences

21. Le choix du nombre minimum de projets d'un pays veut que celui-ci ait un référentiel permettant de définir et de rassembler les facteurs de soutien et les compétences tels que la main-d'oeuvre, la formation, la technologie, la recherche - développement, l'esprit d'entreprise, le financement, les structures organisationnelles ainsi que le contrôle. Lorsque, pour exécuter le projet qu'il a défini et choisi, un pays ne peut compter que partiellement sur ses ressources propres, ses finances, son marché ou autres facteurs, et qu'en revanche il dépend fortement d'appuis extérieurs, ce projet "national" devrait alors être considéré comme un projet réservé à la coopération multinationale.

D. ETABLISSEMENT DE LIENS ENTRE LES PROJETS MULTINATIONAUX CHOISIS AUX NIVEAUX NATIONAL ET SOUS-REGIONAL

22. Le Plan d'action de Lagos souligne la nécessité de créer une base d'industrialisation qui permette l'intégration de toute l'économie en établissant des liens effectifs entre l'industrie et les autres secteurs grâce à la fabrication de facteurs de production destinés aux autres secteurs et à l'infrastructure.

23. En ce qui concerne les industries basées sur les ressources, les groupes de pays qui disposent de ressources similaires ou complémentaires devraient unir leurs efforts pour exploiter les avantages comparatifs.

24. En ce qui concerne les industries basées sur la mécanique, les projets multinationaux choisis aux niveaux national et sous-régional, devraient être liés à la fonderie, au forgeage, au traitement thermique, à l'atelier d'outillage, à l'atelier de construction mécanique et aux installations de métallisation. Au niveau actuel du développement industriel dans les sous-régions africaines, l'industrie mécanique motrice devrait surtout produire des outils, des instruments aratoires ainsi que du matériel utile aux secteurs des transports, des communications et de l'énergie. Dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, les projets moteurs mécaniques permettraient la production de : a) outils manuels, b) matériel à fonctionnement manuel, c) matériel à traction animale, d) matériel tracté et e) matériel d'irrigation ainsi que de transformation et de conservation de denrées alimentaires.

25. Les besoins des secteurs des transports et des communications que pourraient satisfaire les projets moteurs mécaniques comprennent : camions, autobus, bicyclettes, rails, charettes, matériel de transport polyvalent, wagons de chemin de fer, moteurs et pièces de rechange de camions et de tracteurs pour l'entretien, ainsi que téléphones et appareils radio.

CHAPITRE II

PROGRAMME INTEGRE D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

A. SELECTION DES PROJETS MULTINATIONAUX EN VUE D'UNE INTEGRATION

a) Critères d'identification des projets

26. La plupart des projets identifiés sous chaque sous-secteur industriel ont été choisis principalement pour ses aptitudes à contribuer à un accroissement de la productivité dans le domaine de la production et la transformation alimentaires, domaine défini comme hautement prioritaire par le Plan d'action de Lagos. Ces projets comprennent les projets qui fournissent des intrants à l'agriculture et à la transformation des produits agricoles.

27. Les projets concernant les industries de construction et de matériaux de construction reposent sur le fait que les liens entre la consommation, la production et la construction démontrent que cette dernière est déterminante dans la croissance économique et l'égalité sociale. Elle constitue un puissant stimulant du progrès et du bien-être sociaux, couvrant une grande variété de domaines d'intérêt économique tels que les infrastructures, l'équipement, les services et l'entretien des installations.

28. Les industries métallurgiques sont liées en amont aux industries de transformation des matières premières et en aval aux industries des métaux et aux industries mécaniques. Les produits métallurgiques sont consommés par les secteurs de la construction, des transports, du matériel de communications et par la quasi-totalité des industries lourdes, qui sont la condition préalable de toute industrialisation.

29. La plupart des produits chimiques sont directement liés à la satisfaction de besoins primaires, dont les plus essentiels sont l'alimentation et la santé. Les projets relatifs à l'industrie chimique sont destinés à assurer la disponibilité et l'offre de produits chimiques à un prix raisonnable. Ces projets reposent sur la production sur place de produits chimiques essentiels basés sur les matières premières et les ressources dont dispose la sous-région, notamment le gaz naturel, le charbon, les phosphates, la potasse, le sel, la castine, la biomasse et l'électricité.

30. Les industries de construction mécanique sont essentielles pour assurer la fourniture de machines, d'équipement, de pièces de rechange ainsi que de services d'entretien à toutes les branches de l'économie. Les projets ont été choisis de manière à refléter les besoins en industries motrices mécaniques et en industries mécaniques périphériques. Les premières faciliteront la création d'une base d'industrialisation permettant la production de machines, d'équipement et de pièces de rechange; les secondes offriront des services aux sous-secteurs.

b) Critères du choix des projets multinationaux

31. Pour qu'un projet industriel soit admis comme projet moteur multinational ou sous-régional, il doit remplir la totalité des critères fondamentaux ci-dessous et réussir un ou deux tests relatifs aux avantages comparatifs :

i) réaliser une réelle intégration et établir des liens avec les autres industries et les autres activités et infrastructures économiques;

ii) utiliser et améliorer au maximum les ressources naturelles locales (matières premières et énergie) au profit de la sous-région d'abord, des autres pays africains ensuite et enfin des pays non africains.

iii) produire des biens intermédiaires ou des pièces et de composants mécaniques qui seront ensuite transformés ou usinés dans un nombre croissant d'industries déjà créées ou qui le seront ultérieurement dans les pays membres de la sous-région, en particulier dans les domaines de la production et de la transformation des denrées alimentaires, des matériaux de construction, des textiles, de l'énergie, des transports et des mines;

iv) satisfaire tout d'abord, directement ou indirectement, les besoins fondamentaux des populations des Etats membres et, si nécessaire, des autres pays africains;

v) créer des économies d'échelle, une technologie perfectionnée, des investissements et un marché importants, toutes réalisations qui sont impossibles aux Etats membres pris séparément; et

vi) offrir des possibilités de coopération dans le domaine de contrats d'achat et de vente de matières premières, de biens intermédiaires et de produits finals, ainsi que dans les domaines de la sous-traitance, de la prise de participation au capital, des opérations de change, etc.

c) Avantages comparatifs potentiels

32. Les projets déjà identifiés et maintenant proposés à l'exécution dans le cadre du Programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique devront être sélectionnés afin de déterminer leur ordre d'exécution et de leur affecter des ressources aux niveaux national et sous-régional.

33. L'évaluation des avantages comparatifs reposera sur les conditions suivantes :

i) offrir des avantages comparatifs par rapport à un ou des projets similaires - existants ou envisagés - dans d'autres pays (africains et non africains), en particulier dans les domaines des matières premières, de l'énergie et des infrastructures requises;

ii) compléter les projets analogues ou l'unité ou les unités de production existantes dans le pays et dans la sous-région;

iii) contribuer à réduire la forte dépendance de la sous-région vis-à-vis de facteurs de production importés;

iv) permettre des rentrées de devises grâce aux exportations de produits, dont des matières premières transformées;

v) conduire à la reconversion et à la rationalisation de l'unité ou des unités de production existantes; et

vi) substituer, lorsque cela est pratique, aux matériaux synthétiques des matériaux naturels, en particulier ceux qui sont renouvelables.

B. FICHES DE PROJETS

34. Les projets couverts par les fiches de projets ont été choisis principalement pour leurs aptitudes à contribuer à un accroissement de la productivité e à transformer la structure existante des activités industrielles dans le but de permettre une industrialisation rapide et autonome. Ils concernent soit des industries prioritaires basées sur les ressources, soit des industries motrices ayant un effet multiplicateur sur les autres secteurs économiques et un maximum de liens avec ceux-ci.

a) Industries métallurgiques

35. Les projets suivants, prévus dans le secteur métallurgique, sont la continuation des activités entreprises à la suite des décisions prises lors de la troisième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC de Lusaka. Cette réunion, tenue les 28 et 29 janvier 1980 à Gaborone (Botswana), a abouti à la mise sur pied d'un Comité intergouvernemental du développement de l'acier en Afrique de l'Est et en Afrique australe structure institutionnelle destinée à favoriser le développement de la métallurgie dans la sous-région.

i) Développement de l'industrie sidérurgique en Afrique de l'Est et en Afrique australe

36. Sur la base des recommandations de la première réunion du Comité intergouvernemental du développement de l'acier en Afrique de l'Est et en Afrique australe, tenue à Redcliff (Zimbabwe) du 8 au 11 novembre 1982, la sixième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC de Lusaka, tenue à Mbabane (Swaziland) du 14 au 16 février 1983, a approuvé les projets suivants :

i) Amélioration et diversification de la production de la ZISCOSTEEL de Redcliff (Zimbabwe), afin de satisfaire l'actuel marché sous-régional de la sidérurgie (fonte brute, billettes et produits finis);

ii) Expansion des aciéries à fours à arc électrique existantes et construction de nouvelles aciéries basées sur la ferraille et le fer spongieux disponibles; ces aciéries doivent être implantées dans la sous-région afin de satisfaire les besoins en acier brut de la sous-région d'ici à l'an 2000;

iii) Construction en Angola et au Mozambique d'usines à réduction directe pour la production de fer spongieux afin de satisfaire la demande sous-régionale de fer spongieux (en remplacement de la ferraille locale) d'ici à l'an 2000;

iv) Intégration des aciéries à fours à arc électrique pourvues de laminoirs et des unités de production de fer dans les pays de la sous-région où la demande est suffisamment élevée pour justifier une intégration.

37. Le projet comporte deux volets. En premier lieu, l'option à court terme (1980-1990) concernant la production de 1,97 million de tonnes d'acier brut pour les pays qui ne disposent pas d'une ou de plusieurs matières premières sidérurgiques et dans ceux qui ne sont pas pourvus de laminoirs; dans cette option, la ZISCOSTEEL a un important rôle à jouer en tant que fournisseur de produits finis. En second lieu, l'option à long terme concernant la production supplémentaire de 2,5 millions de tonnes d'ici à l'an 2000 en s'appuyant sur l'intégration en aval des installations de transformation de l'acier existant dans la sous-région aux unités de conversion primaires.

38. Concernant l'option à court terme, les fonds nécessaires aux études de faisabilité, aux investissements totaux et au capital roulant sont estimés à 405 millions de dollars des Etats-Unis (prix de 1982) couvrant le capital fixe ainsi que l'expansion de l'usine de la ZISCOSTEEL. Les coûts d'exploitation de la ZISCOSTEEL s'élèvent actuellement à 146 millions de dollars des Etats-Unis par an et ils augmenteront de 28 millions de dollars EU par an après l'expansion.

39. Concernant l'option à long terme, les investissements sous-régionaux s'élèveront à 3,5 milliards de dollars EU pour produire 2 millions de tonnes par an en 1990 et à 4,5 milliards de dollars EU pour les 2,5 millions de tonnes supplémentaires qui seront nécessaires pour porter la production d'acier brut à 4,5 millions de tonnes en l'an 2000. Pour atteindre cet objectif, les investissements totaux qui seront nécessaires s'élèvent à 8 milliards de dollars EU.

40. Les besoins totaux en main-d'oeuvre seront d'environ 9 000 hommes en 1990 et de 21 000 en l'an 2000.

ii) Usine à réduction directe en Angola

41. Le projet sidérurgique angolais comprend quatre étapes : a) reconversion de l'acier existante, b) production de boulettes destinées à l'exportation, c) production de fer spongieux et d) extension des capacités actuelles de production d'acier brut et de laminés grâce à l'implantation de nouvelles aciéries et lamineries, faisant ainsi passer la production de laminés de son niveau actuel de 10 000 tonnes à 300 000 tonnes.

42. Le tableau ci-dessous résume les investissements de capital fixe nécessaires à l'ensemble des quatre étapes du projet.

Tableau 1 : Investissements pour le projet sidérurgique angolais

<u>Installations de production</u>	<u>Investissements (millions de dollars EU)</u>
Mine et usine de pellétisation	326
Usine à réduction directe	194
Aciérie à four à arc électrique et laminerie	120
TOTAL	640

Source : Note d'information du Gouvernement angolais à la première réunion du Comité intergouvernemental du développement de l'acier en Afrique de l'Est et en Afrique australe, Redcliff (Zimbabwe), du 8 au 11 novembre 1982.

43. On envisage que la mine emploiera 565 personnes. Le complexe de pellétisation ainsi que l'usine de chaux, les installations annexes et le port emploieront 416 personnes. Deux cent une personnes travailleront à l'aciérie et à la laminerie qui emploie déjà 416 personnes. Le nombre total de main-d'oeuvre à être formé sera de 1 182 personnes.

iii) Usine à réduction directe au Mozambique

44. Ce projet sidérurgique comprend l'exploitation minière, la réduction directe, l'aciérie électrique, le coulage continu et une laminerie. La capacité initialement prévue est de 200 000 tonnes d'acier brut par an et elle sera portée à 400 000 tonnes par an en 1990, date à laquelle est prévue une usine intégrée de réduction directe d'une capacité de 2 000 000 tonnes de fer spongieux. Le projet devra coûter environ 3 milliards de dollars EU pour une capacité de 2 000 000 tonnes de fer spongieux par an.

iv) Cuivrierie pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe

45. Ce projet repose sur une demande sous-régionale de conducteurs aériens et de câbles souterrains estimée à 50 000 tonnes par an en 1990 et à 125 000 tonnes par an vers l'an 2000.

b) Industries mécaniques

46. Le développement du secteur mécanique, notamment la métallurgie, l'électro-mécanique et la construction de machines, est destiné à fournir des biens d'équipement aux autres secteurs de l'économie de la sous-région.

47. Un Comité sous-régional des industries mécaniques a été mis sur pied pour servir de structure institutionnelle destinée à promouvoir le développement de ce secteur dans la sous-région. La plupart des projets ci-dessous font suite aux décisions prises au cours de la Sixième Réunion du Conseil des Ministres du MULPOC de Lusaka tenue à Mbabane (Swaziland) du 14 au 16 février 1983. Les décisions étaient basées sur les recommandations du Comité intergouvernemental d'experts en industries mécaniques en Afrique de l'Est et en Afrique australe, dont la réunion s'est tenue à Redoliff (Zimbabwe) du 8 au 11 novembre 1983.

i) Véhicules ruraux polyvalents de série à faible coût

48. Ce projet comprend la production de 500 000 moteurs de scooters dans deux usines, de 300 000 châssis de scooters tricycles dans deux usines et de 200 000 moteurs et systèmes de transmission de cyclomoteurs destinés à être assemblés dans des usines nationales. Ce projet nécessitera des investissements totaux, d'environ 82,5 millions de dollars EU et une main-d'œuvre estimée à 6 250 employés.

49. Il nécessitera également, au niveau national, des industries d'appoint pour la fabrication de pièces et de composants tels que pneus, roues, jantes, sabots de frein et accessoires électriques. Les investissements nécessaires seront compris entre 50 et 200 millions de dollars EU.

ii) Production de moteurs diesel pour tracteurs, camions et autobus

50. Ce projet vise la production de 30 000 à 90 000 moteurs par an; le chiffre réel de la production dépendra du nombre d'équipes. Les investissements sont estimés à 80 millions de dollars EU et la main-d'œuvre à 3 000 employés.

iii) Construction de châssis pour camions et autobus

51. Ce projet vise la production de 85 000 unités par an en 1990 et de 205 000 unités par an vers l'an 2000. La production sera effectuée dans trois usines sous-régionales. Les investissements sont estimés à 20 millions de dollars EU par unité de production. Chaque unité de production nécessitera 2 000 employés.

iv) Production de matériel et de machines agricoles

52. Ce projet vise la production de tracteurs diesel à quatre roues. On prévoit 15 200 tracteurs par an en 1990 et 32 000 vers l'an 2000. Pour la période jusqu'en l'an 2000, les investissements sont estimés à 20 millions de dollars EU et la main-d'œuvre à 1 600 employés. Ce projet reposera sur les mêmes industries nationales d'appoint mentionnées plus haut.

v) Construction de matériel de production, de transport et de distribution d'énergie

53. Du fait de l'ampleur et de la diversité des objectifs, ce projet a été scindé en cinq phases. Phase I, 1984-1985 : construction de pylônes d'acier et d'accessoires; phase II, 1985-1987 : construction de a) générateurs de faible puissance et de b) transformateurs; phase III, 1986-1988 : construction de a) transformateurs de puissance moyenne et de b) conducteurs d'aluminium et de cuivre; phase IV, 1988-1992 : construction de transformateurs de grande puissance et enfin phase V, 1995-2000 : construction de turbines et de générateurs de grande puissance. Les investissements sont compris entre 1 et 200 millions de dollars EU.

c) Industries chimiques

54. A la suite des décisions de la quatrième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka, tenue à Maseru (Lesotho) du 16 au 22 janvier 1982, a été mis sur pied le Comité intergouvernemental d'experts en chimie pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Les projets suivants font suite aux recommandations faites par ce comité à l'intention de la sixième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC de Lusaka, tenue à Mbabane (Swaziland) du 14 au 16 février 1983.

i) Gisement de potasse en Ethiopie

55. Ce gisement a été découvert en 1911. Une société italienne qui avait obtenu les droits miniers en 1916, produisit jusqu'à 70 000 tonnes de potasse par an. Cette société est restée en activité jusqu'en 1929. Une société américaine, Ralph H. Parsons, a ensuite obtenu une concession minière dans la région. Elle forait même un puits. Elle étudia également les besoins en matière de transport et d'infrastructures portuaires et autres. Cependant, en mars 1967, la mine de potasse fut inondée, ce qui mit fin aux travaux. La société se retira du projet en avril 1968 et rendit la concession.

56. Au cours de la seconde moitié de l'année 1971, le Gouvernement éthiopien demanda à une autre société, United Development Co. of Israel, de procéder à une nouvelle évaluation technique et économique du projet. Cette société soumit un rapport contenant les estimations quant aux investissements en capitaux nécessaires à la mise en valeur du gisement et à la commercialisation de la potasse.

57. Plus récemment la CEA entreprit une étude du marché pour la potasse. Comme les conclusions de l'étude étaient encourageantes le Gouvernement éthiopien demanda à une firme de consultants d'entreprendre une étude de faisabilité. Le Gouvernement est favorable à la participation des pays africains au projet. A cette fin, la sixième réunion du Conseil des Ministres du MULPOC de Lusaka (février 1983) a demandé au gouvernement d'entreprendre des activités complémentaires, y compris la prise de contacts avec les gouvernements des pays membres en vue de la participation de ces derniers au projet.

ii) Projet multinational de production d'ammoniac et d'urée en Tanzanie

58. Des réserves de gaz naturel ont été découvertes en 1974 à six kilomètres au large de l'île Songo Songo dans le cadre d'un programme de forage en mer financé par la Banque mondiale. Les indices recueillis jusque là dans les puits déjà forés paraissent prometteurs. Le Gouvernement tanzanien a approuvé des programmes supplémentaires de forage en mer, espérant fortement une découverte simultanée de pétrole.

59. La découverte du gaz naturel a encouragé les pouvoirs publics à prévoir un complexe de production d'ammoniac et d'urée à Kilwa-Masoko. La société américaine Agro-Chemical entreprendra, conjointement avec la Tanzania Petroleum Development Corporation, la construction des installations permettant une production journalière de 1 150 tonnes d'ammoniac et de 1 750 tonnes d'urée. Ces installations seront construites sur une plate-forme creuse en béton destinée à cette fin, plate-forme que l'on transportera sur le pont d'un navire puis qu'on fera flotter jusqu'au site prévu en Tanzanie. Le Gouvernement tanzanien met à la disposition des autres pays africains 23 p. 100 du capital-actions du projet. Une demande similaire à celle adressée au Gouvernement éthiopien concernant son projet de potasse a été faite au gouvernement tanzanien pour son projet d'ammoniac et d'urée.

iii) Usine de phosphate en Ouganda

60. Les gisements de phosphate de Sukulu Hills ont été découverts en 1939 mais n'ont été exploités qu'en 1963 lorsque fut achevée la construction d'une petite usine d'une capacité de 25 000 tonnes de superphosphate simple (SPS) par an. Cependant cette usine ainsi que l'usine d'acide sulphurique annexe ont été fermées. Une étude de faisabilité (financée par la Banque mondiale) est en cours en ce moment.

iv) Usine d'engrais phosphatés au Zimbabwe

61. Le gisement de phosphate de Dorowa a été découvert en 1937 par F.P. Mennell. Mennell entreprit, conjointement avec l'Anglo-American Corporation, de forer des puits et détermina en 1952 que les réserves pouvaient alimenter une industrie nationale d'engrais. En 1956, African Explosives et Chemical Industries Rhodesia Ltd. AE&CI procédèrent à la construction d'une usine de superphosphate d'un coût de 7,5 millions de dollars zimbabwéens à Msasa près de Harare. L'usine d'engrais démarra en 1958 mais elle reposait sur du minerai de phosphate importé. En 1964, l'AE&CI décidèrent d'entamer l'exploitation du gisement de Dorowa et au cours de la même année, les constructions débutèrent dans le cadre d'un projet chiffré à 2,4 millions de dollars zimbabwéens.

62. La production commença l'année suivante et dès novembre 1965, la mine était exploitée à plein rendement par la Dorow Minerals Ltd., filiale de l'AE&CI. En 1973, la production fut accrue de plus de 50 p. 100, atteignant sa capacité actuelle de 180 000 tonnes de concentrés de phosphate par an, obtenues grâce à l'utilisation maximum de quelque 1,7 millions de tonnes de minerai de phosphate par an.

v) Usine de phosphate en Tanzanie

63. Cette année, l'usine d'engrais qui existe actuellement en Tanzanie a commencé à utiliser le phosphate local. En raison d'une part des coûts d'énergie très élevés, et d'autre part de la faible utilisation de la capacité de la mine, à cause de demande locale réduite, le prix f.o.b. du phosphate à Tanga est relativement élevé. Le prix du phosphate deviendra concurrentiel si la capacité de la mine augmente. Le moyen d'y parvenir serait que les Etats membres coopèrent avec la Tanzanie pour l'exploitation de la réserve de 10 millions de tonnes de phosphate.

d) Industries agro-alimentaires

i) Centre sous-régional de recherche, de développement et de formation en matière de céréales, de racines alimentaires et de technologie de transformation alimentaire

64. Au cours de sa cinquième réunion tenue à Lusaka en mars 1982, le Conseil des Ministres du MULPOC de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a noté avec satisfaction les progrès accomplis dans l'exécution des programmes de mise au point de farine composée. Il a par la même occasion adopté la résolution "III Industries" (ECA/MULPOC/LUSAKA V/5/Paragraphe C) relative à la transformation du Centre de recherche de Serere en une institution sous-régionale de recherche et de mise au point de farine composée à partir du sorgho, du millet et autres céréales ainsi que du manioc qui poussent bien dans la sous-région et pourraient réduire la dépendance vis-à-vis du blé importé.

65. La CEA a alors envoyé, pour une mission de deux semaines en Ouganda, une équipe de deux hommes chargés d'étudier la faisabilité de cette transformation. La mission a conclu que le projet était faisable et a élaboré des propositions qui seront soumises au Secrétariat afro-arabe et au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique. Ces propositions ont été soumises au Conseil des Ministres du MULPOC de Lusaka, au cours de sa sixième réunion tenue à Mbabane (Swaziland) du 14 au 16 février 1983. Le Conseil des Ministres a pris note du rapport et a convenu de ce qui suit :

- Au cours de la première phase, le Gouvernement ougandais devra accroître les activités du Centre de recherche de Serere en lui adjoignant une unité de transformation alimentaire en 1983; et

- Au cours de la deuxième phase, les ressources nécessaires à la transformation du Centre de recherche de Serere en une institution sous-régionale (estimées à environ 1 million de dollars EU sur cinq années) devront être rassemblées et la CEA devra intensifier ses efforts en vue d'assurer un financement extérieur.

66. De plus, en vue d'augmenter les chances d'une mobilisation de financements extérieurs, le Conseil des Ministres a adopté une résolution relative au financement de la transformation du Centre de recherche de Serere en institution sous-régionale (résolution I ECA/MULPOC/LUSAKA/VII/B).

67. Afin d'intéresser les pays participants au financement du projet, la CEA élabore actuellement un instrument légal (constitution) qui sera soumis à la signature des Etats membres.

C. AUTRES PROJETS MULTINATIONAUX IDENTIFIES POUR RENFORCER L'INTEGRATION

68. Pour que les projets identifiés ci-dessus deviennent une réalité, il faudra développer simultanément, aux niveaux national et multinational, une infrastructure ainsi que des services et des industries d'appoint.

a) Infrastructure

69. La plupart des projets proposés nécessitent la création simultanée et l'entretien d'infrastructures physiques telles que routes, ports, distribution d'eau et d'électricité, ainsi que des infrastructures sociales telles que les logements des employés et les aménagements destinés à la population associée à ces industries. Dans la plupart des pays de la sous-région, cette infrastructure est soit insuffisante soit à l'état rudimentaire sur les sites prévus pour les projets. Si ces industries sont destinées à couvrir le coût des infrastructures, les dépenses en capital augmenteront de façon substantielle. Des mesures devront être prises bien avant l'exécution de ces projets, afin que l'infrastructure soit développée dans le cadre d'un développement socio-économique global. Ces projets d'infrastructure nécessiteront une coopération multinationale.

b) Autres projets multinationaux

70. Les industries basées sur les ressources, notamment la métallurgie et la chimie, nécessiteront un programme multinational de mise en valeur des matières premières. Ce programme comprendra au niveau multinational, la mise en valeur des mines et le développement des installations de traitement de minerai.

71. Pour ce qui est des industries mécaniques, il faudra, aux niveaux national et multinational, des industries d'appoint telles que des services d'ingénierie-conseil, des fonderies, des forges et des installations de traitement thermique.

CHAPITRE III

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ACTIVITES A
MENER DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU
PROGRAMME

72. Un certain nombre d'activités doivent être menées pour exécuter ou appuyer le programme. Les activités ci-dessous constituent un minimum et doivent être menées les unes par les gouvernements et les autres à l'initiative des secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI.

A. PAR LES GOUVERNEMENTS

a) Acceptation du programme et accords sur les modalités de son exécution

73. Le programme ici proposé est basé sur les recommandations de la Décennie et du Plan d'action de Lagos. Aussi les gouvernements de la sous-région doivent-ils tout d'abord y adhérer et l'accepter, étant donné que la mise en oeuvre de la Décennie et du Plan d'action de Lagos incombe largement aux pays africains eux-mêmes.

74. Cette acceptation devrait être concrétisée par l'incorporation des projets du programme dans les plans nationaux et sous-régionaux, ainsi que par l'allocation de ressources à ces projets. Lorsque des plans et des programmes industriels sont déjà en cours de réalisation, il faudrait les réajuster afin de faciliter la mise en oeuvre immédiate de certains projets moteurs. Les organismes gouvernementaux et les institutions sous-régionales déjà en place pourraient très bien nécessiter une révision et une restructuration.

75. Dès qu'ils auront entériné le programme, les gouvernements feraient un pas important vers sa réalisation en s'accordant sur les principes fondamentaux et les modalités d'exécution. Pour ce faire, il faudrait élaborer et mettre en oeuvre des accords intergouvernementaux qui définiraient clairement les droits et obligations de chaque Etat membre participant, concernant des questions importantes telles que le financement, le partage du marché, le site du projet, le choix de la technologie, la formation, l'utilisation de la production, etc. La négociation et la conclusion de ces accords constitueraient l'aboutissement d'un processus englobant, entre autres, l'organisation de réunions consultatives techniques.

b) Organisation de réunions consultatives techniques

76. Ces réunions sont une condition préalable; elles permettront aussi de faire un travail préparatoire et de conclure des accords négociés sur l'exécution du programme. Ce travail comprend un échange complet d'informations sur les capacités et les ressources de chaque partenaire et l'élaboration de modalités de coopération facilitant l'exécution du programme.

77. Cet échange d'informations concernait, entre autres, les matières premières, les ressources agricoles, minières et autres dont dispose chaque pays, la production de biens d'équipement, de biens intermédiaires et de biens de consommation, la taille du marché, l'existence de moyens matériels, d'équipements collectifs et d'infrastructures, la main-d'oeuvre industrielle, le cadre des investissements, la législation sur les brevets, les marques de fabrique, les modèles, etc.

78. Les modalités de coopération engloberaient la mobilisation des investissements nationaux et étrangers, la prise de participation au capital, les contrats d'achat à long terme, les opérations de change, la sous-traitance, les négociations sur les finances et la technologie, l'organisation commune de la recherche - développement, la collaboration en matière de formation du personnel, etc..

79. Les Etats membres participants pourraient également coopérer afin de lever les principaux obstacles susceptibles de nuire à l'exécution du programme. Il s'agit notamment de l'impact des activités des sociétés transnationales.

80. Ces réunions consultatives techniques pourraient être organisées, avec l'aide des secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI, dans le cadre des organisations sous-régionales existantes. Afin d'accroître les chances de succès de ces réunions, il est recommandé que les pays s'y fassent représenter au plus haut niveau possible.

c) Etudes et activités de pré-investissement avec la participation d'éventuels collaborateurs (nationaux et étrangers)

81. Dès que le programme aura été approuvé, il faudra établir, ne serait-ce que d'une façon provisoire, la viabilité des projets retenus. Les organisations de consultants auxquelles seront confiées les études de pré-investissement, doivent être choisies avec soin, en tenant dûment compte de leur réputation commerciale et de leur expérience dans le domaine industriel. Il s'agit d'éliminer le risque que le projet soit rejeté par manque d'études convenables du marché (couvertures inadéquates de la consommation et des marchés des produits) et par la non-disponibilité des matières premières et d'intrants énergétiques locales qui, par contre, se trouveraient dans les pays limitrophes. Des sociétés étrangères de consultants pourraient, probablement, promouvoir des mauvais projets ou étouffer le bons, de par leur incompétence ou manque d'informations sur les conditions locales. La même prudence s'impose lors du choix d'éventuels collaborateurs financiers et techniques et d'investisseurs.

82. A cet égard, les Etats membres participants peuvent en premier lieu utiliser les services de consultants de la sous-région ou du continent avant de trouver ailleurs, en particulier vers les pays développés.

83. L'aide d'institutions régionales telles que le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, le Centre régional africain de technologie, l'IDEP et la BAD peuvent se révéler utiles. Le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, qui a mis sur pied un énorme système de documentation sur ces sociétés, peut également fournir de précieux renseignements sur d'éventuels collaborateurs et investisseurs qui seraient sujets à caution.